

# VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

## Revue des Données Secondaires Burkina-Faso

Novembre 2022



### Contexte de crise

La crise multidimensionnelle au Burkina Faso est devenue en seulement deux années, la crise la plus dynamique (en termes de mouvements des populations) et la plus dévastatrice pour les populations civiles des trois pays du Centre Sahel (Burkina- Mali et Niger). Le pays est devenu depuis 2020, l'épicentre de la violence armée imposée en majorité par des groupes armés non étatiques ([Aperçu des besoins humanitaires, 2022](#)). La situation ne s'est pas améliorée et s'aggrave en raison de l'intensification des violences qui a pour corollaire la dégradation de l'environnement protecteur, notamment dans le Sahel, le Centre-Nord, le Nord-Est, le Centre-Est, les Cascades, les Hauts-Bassins et la Boucle du Mouhoun. 4,9 millions de personnes estimées avoir besoin d'une assistance humanitaire ([Rapport de Situation-OCHA, 21 Octobre 2022](#)).

Le Burkina Faso est en proie à l'une des plus grandes crises de déplacement interne en Afrique, avec les pays voisins que sont le Mali et le Niger. La situation trouve son origine dans un ensemble complexe de facteurs et dans la présence et les activités croissantes de groupes armés non étatiques ([Aperçu des besoins humanitaires, 2022](#)). Les affrontements intercommunautaires pour la terre, l'eau et d'autres ressources rares sont également devenus plus fréquents. Selon les dernières données nationales, le pays comptait 1 719 332 personnes déplacées enregistrées au 30 septembre 2022, 60,40% de ces personnes déplacées internes sont des enfants, 22,89% de ces déplacés sont des femmes ([Rapport de Situation-OCHA, 21 Octobre 2022](#)).

Selon le rapport semestriel 2022 du sous-groupe sur la GBV, 91% des cas de GBV rapportés pendant la période sont des personnes déplacées à l'intérieur du pays (IDP). Les femmes et les filles représentent 97% des cas rapportés. ([Rapport D'analyse De La Situation De La Violence Basée Sur Le Genre Au Burkina Faso, Septembre 2022](#)). 7% des cas sont des filles de moins de 18 ans. 87,5% du nombre total de cas signalés ont été commis dans des régions où les projections d'insécurité alimentaire aiguë sont élevées (IPC 3 et 4) ([Projection de l'indice de l'insécurité alimentaire, Burkina Faso, 2022](#)). 63% des auteurs sont des partenaires intimes des survivants et les violences sont commises au domicile des survivants.

En ce qui concerne le refus de ressources ou d'opportunités (18% des cas), les survivants ont mentionné les types suivants comme étant les plus récurrents : refus d'accès aux services de santé, confiscation de revenus (argent) après un service rendu, confiscation de biens et de nourriture (également pension alimentaire), refus d'activité économique, restriction de mouvement, refus de frais de scolarité.

### Point clé

Les violences basées sur le genre (VBG) sont une réalité dans les régions de Sahel, le Centre-Nord, le Nord-Est, le Centre-Est, les Cascades, les Hauts-Bassins et la Boucle du Mouhoun. Cette situation nécessite des actions concrètes de prévention et de protection des populations parce que les risques de VBG restent critiques surtout sur les sites des PDI où les violations résultent de la promiscuité dans les lieux d'hébergement. La recherche de la nourriture ) ([Projection de l'indice de l'insécurité alimentaire, Burkina Faso, 2022](#)) par les femmes constitue un facteur favorisant les VBG ([GBV Risks, Food Insecurity, GBV AoR Helpdesk 2022](#)) dans les zones à fort défis sécuritaires qui expose les femmes et les jeunes filles lorsqu'elles vont en brousse pour chercher des feuilles ou dans les villages voisins pour acheter des vivres. Les cas d'agression physique de femmes sont légion. La recrudescence des attaques et la restriction de la liberté des populations surtout féminines d'une part et d'autre part, les pesanteurs socioculturelles jouent un rôle dans la problématique des VBG ([Monitoring de Protection, UNHCR, Septembre 2022](#)).

### Priorités : Stratégie de lutte contre la VBG pour L'Équipe Humanitaire Pays au Burkina Faso

**Priorité 1 : Plaider pour l'atténuation des risques dans tous les secteurs humanitaires :** La violence basée sur le genre constitue l'un des principaux problèmes relatifs à la protection auxquels sont confrontées les personnes, les familles et les communautés touchées par une crise humanitaire. Ces dernières années, les récits terrifiants témoignant de la commission de violences sexuelles (principalement à l'encontre de femmes et de filles) pendant cette période de crise de protection au Burkina Faso ont attiré l'attention de la communauté humanitaire. L'appui de l'équipe humanitaire



# VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

## Revue des Données Secondaires Burkina-Faso

Novembre 2022



pays a pour but de combler les lacunes en mobilisant tous les secteurs humanitaires dans l'intégration de la VBG et la sensibilisation des acteurs non VBG sur comment aider une personne survivante qui a décidé de révéler la violence dont elle a subi.

### Priorité 2 : Renforcer les politiques et les capacités institutionnelles des organisations humanitaires et de l'État pour lutter contre la VBG

Pour mieux protéger les bénéficiaires contre les violences basées sur le genre, tous les secteurs doivent être impliqués à travers plusieurs stratégies. La première stratégie serait de promouvoir les politiques internes qui luttent contre la VBG à l'intérieur de chaque organisation. En plus des organisations humanitaires des organisations humanitaires, l'Équipe Humanitaire Pays a le rôle de plaider pour la mise en œuvre de politiques et de capacités systémiques et institutionnelles au sein du gouvernement du Burkina Faso afin de lutter contre la VBG et garantir la redevabilité, notamment dans les principales lois du pays. Ces politiques doivent refléter les directives relatives à la VBG du IASC.

### Priorité 3 : Allocation des fonds en faveur de la lutte contre la VBG au Burkina Faso

L'allocation de fonds suffisants et en temps opportun aux activités de lutte contre la VBG reste une priorité absolue de l'équipe humanitaire pays ainsi que l'optimisation impérative des systèmes capables d'assurer un suivi du financement et d'en rendre compte. Le besoin étant imminent, L'EH pays s'engage à allouer 5% des fonds communs ainsi que d'autres bailleurs flexibles aux activités de lutte contre la VBG et de soutien des organisations féminines.

### Priorité 4 : Intégration des questions de VBG dans les outils intersectoriels

Les données concernant la VBG et l'égalité des sexes sont collectées, partagées, stockées et analysées de manière sûre et éthique, en concertation avec des experts en matière de VBG et de questions liées au genre, et permettent d'étayer les décisions relatives à la planification, la programmation et le financement humanitaires.

### Priorité 5 : Renforcement de la redevabilité envers les personnes affectées

Les membres de l'EHP s'engagent à veiller à ce que les personnes affectées soient au centre de toute intervention humanitaire et à mettre en place des mécanismes collectifs garantissant l'accès à des informations complètes, transparentes et capables de fournir des informations en retour sur leurs propres priorités ainsi que leurs préoccupations concernant l'action humanitaire.

### Activités clés

- L'AoR VBG continue à soutenir les acteurs spécialisés dans le domaine de la VBG afin de fournir des services complets de réponse à la VBG (gestion des cas de VBG, soutien psychosocial) et l'accès à l'aide juridique pour les survivants de la VBG.
- S'assurer que l'ensemble complet de services et de fournitures relatifs à la VBG et à la santé sexuelle et reproductive guidés par le Dispositif Minimum d'Urgence (DMU) pour la santé sexuelle et reproductive (SSR) dans les situations de crise. Santé sexuelle et reproductive (SSR) en situation de crise soient disponibles pour les femmes et les filles.
- Coordination avec le gouvernement et les organisations locales en leur fournissant un soutien en matière de renforcement de capacité technique afin de permettre la fourniture de services vitaux aux survivants.
- Intégrer selon les [Directives IASC](#) la mitigation des risques de VBG dans la réponse humanitaire. Au vu des risques spécifiques de VBG et PSEA pour les femmes et les filles identifiés, l'analyse et la mitigation des risques de VBG doivent être appliquées aux programmes de transferts monétaires
- Renforcer le système de collecte des données démographiques pertinentes et appropriées de VBG, permettant de soutenir l'aide à la décision pour renforcer les programmes VBG ainsi que la coordination de l'AoR.



# VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

## Revue des Données Secondaires Burkina-Faso

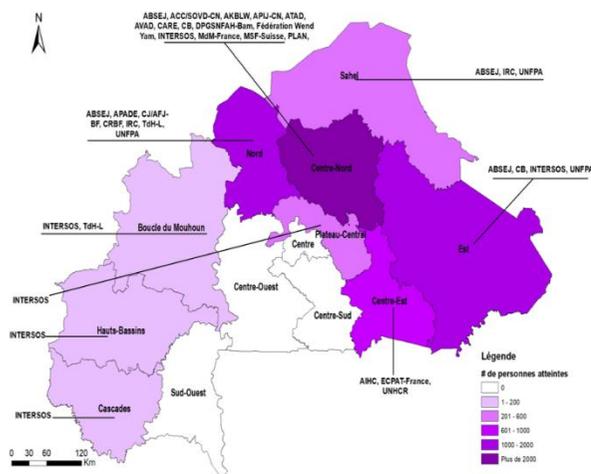
Novembre 2022



### L'AoR VBG au Burkina Faso

Activé en décembre 2020, le sous-cluster (AoR) VBG du Burkina Faso est le plus jeune de la région d'Afrique de l'Ouest et Centrale. En plus de la coordination nationale à Ouagadougou, l'AoR VBG est opérationnel dans cinq régions. Il compte 37 membres actifs dont 03 agences des Nations Unies, 16 ONGI et 17 ONG nationales. Le gouvernement et l'UNFPA assurent le co-leadership, la co-facilitation est assurée avec soit une ONG internationale ou une ONG nationale (Rapport D'analyse De La Situation De La Violence Basée Sur Le Genre Au Burkina Faso, Septembre 2022).

### PRÉSENCE OPERATIONELLE



En plus de la coordination nationale à Ouagadougou, l'AoR VBG est opérationnel dans cinq régions. Il compte 37 membres actifs dont 03 agences des Nations Unies, 16 ONGI et 17 ONG nationales. Le gouvernement et l'UNFPA assurent le co-leadership, la co-facilitation est assurée avec soit une ONG internationale ou une ONG nationale.

Ce la situation VBG a été élaboré avec les contributions des organisations suivantes: A.C.I.C.D, AIHC, ABSEJ, ACC/SOVD-CN, ACF, ADC-PDE, ADIJR, AKBLW, APADE, APIJ-CN, BAARK ZAAKA, Association Yam Wekre, AVAD, CARE, CRBF, CREDO, DPGSNFAH, ECPAT-France, Fédération wend yam, IEDA Relief, INTERSOS, IPBF, IRC, Mdm-Espagne, Mdm-France, MSF Suisse, MSI-BF, Mwangaza Action, NCA, OCADES, ONIDS, Plan, PUI, SERACOM, UNFPA, UNICEF, UNHCR

### Profil Humanitaire

- 1 719 332 personnes déplacées sont enregistrées au Burkina Faso au 30 septembre 2022, a augmenté de 1,9 % pour atteindre 1 761 915 personnes déplacées au 31 octobre 2022 ([CONASUR](#)).
- 60,40% de ces personnes déplacées internes sont des enfants
- 22,89% de ces déplacés sont des femmes ([Rapport de Situation-OCHA, 21 Octobre 2022](#))

REGION	NOMBRE DE PDI
BOUCLE DU MOUHOUN	83483
CASCADES	16562
CENTRE	9875
CENTRE-EST	53257
CENTRE-NORD	468343
CENTRE-OUEST	30076
CENTRE-SUD	5740
EST	191623
HAUTS-BASSINS	49660
NORD	249292
PLATEAU CENTRAL	31654
SAHEL	480870
SUD-OUEST	48897
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>1719332</b>

([Rapport de Situation-OCHA, 21 Octobre 2022](#))

### Besoins spécifiques / Groupes vulnérables

**Person vivant avec un handicap:** Le Burkina Faso a ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CDPH) le 23 juillet 2009. Cet acte traduit l'engagement du pays à garantir et à promouvoir le plein



# VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

## Revue des Données Secondaires Burkina-Faso

Novembre 2022



exercice des droits humains des personnes handicapées sans aucune discrimination fondée sur le handicap ([Convention relative aux droits des personnes handicapées, CRPD -Burkina, 2020](#)). Le Burkina Faso comptait 14 017 262 habitants selon les résultats du recensement général de la population et de l'habitation (RGPH) de 2006. Aux termes des résultats de ce recensement, les personnes handicapées étaient au nombre de 168 094, soit 1,2 % de la population burkinabè. Les hommes handicapés représentaient 52,7 % de l'effectif total des personnes handicapées contre 47,3 % de femmes. Selon le lieu de résidence, 19,4 % des personnes handicapées vivaient en milieu urbain contre 80,6 % en milieu rural.

### Autres vulnérabilité

- Personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), ménages dirigés par des femmes qui sont en déplacement et exposés à un risque élevé de VBG
- Les survivants de la violence sexuelle qui n'ont pas accès aux services de sauvetage y compris la CMR
- Les femmes subissant des violences domestiques.
- Les femmes enceintes et les femmes allaitantes.

**Personnes vivant dans les zones "rouge"**: la population des zones difficiles d'accès fait partie de celles qui ont le plus besoin d'aide. Avant le conflit, les habitants des zones difficiles d'accès avaient déjà des besoins. Avec le conflit qui s'ensuit, ces personnes auront désormais plus de difficultés à atteindre leurs terres et leurs champs pour assurer leurs moyens de subsistance. En outre, les personnes se trouvant dans des zones difficiles d'accès, y compris les communautés et les populations déplacées vivant à proximité ou dans des zones forestières, peuvent être confrontées à une présence plus importante de groupes armés non étatiques (NSAG), car ceux-ci ont tendance à s'abriter dans ces zones. Cela les expose à des risques de protection accrues.

**Femmes chef de ménage**: Il n'existe pas encore de données officielles désagrégées sur le nombre de ménages dirigés par des femmes. Cependant, les données de l'enquête d'urgence

## Indicateurs / chiffres clés avant la crise

INDICATEURS	VALEURS
INDICE SYNTHÉTIQUE DE FÉCONDITÉ (ISF) <a href="#">EDSBF-III</a>	6,2
TGFG : TAUX GLOBAL DE FÉCONDITÉ GÉNÉRALE POUR 1 000 FEMMES ÂGÉES DE 15-49 ANS. <a href="#">EDSBF-III</a>	206
TAUX DE MORTALITÉ MATERNELLE EN 2015 ( <a href="#">PROFIL SANITAIRE, OMS, 2017</a> )	330/100 000
TAUX D'ALPHABÉTISATION DES FEMMES (15-24) <a href="#">UNESCO</a>	54 %
TAUX DE MARIAGE DES JEUNES FILLES MOINS DE 18 ANS <a href="#">UNICEF</a>	66,7%
PRÉVALENCE DE L'EXCISION CHEZ LA FEMME (15-49) ANS <a href="#">EDS 2010 ET L'EMC-MDS 2015</a>	67,6 %

**Control des ressources** : Selon la loi, le mari est considéré comme le chef de famille et, à ce titre, il est responsable des finances. Selon le code civil burkinabè, le mari choisit le domicile. L'héritage en l'absence de testament légal est souvent régi par le droit coutumier : ces coutumes sont différentes selon les groupes ethniques et ne sont souvent pas en faveur des femmes.

**Caractéristiques sociodémographiques des femmes** : plus de 8 femmes sur 10 n'ont aucun niveau d'instruction et moins de la moitié des femmes (45,4 %) exercent un travail rémunéré. La majorité des femmes sont mossi (51,8 %), musulmanes (63,8 %), elles vivent en milieu rural (78,8 %) et dans des ménages pauvres. La répartition des femmes selon le type d'union montre que plus de 4 femmes sur 10 sont en union polygame et les écarts d'âge entre conjoints sont importants pour beaucoup d'entre elles : elles sont nettement moins âgées que leurs conjoints (10 ans ou plus) dans 48,9 % des cas. [Gnoumou Thiombiano, B. \(2014\). Genre et prise de décision au sein du ménage au Burkina Faso](#)



# VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

## Revue des Données Secondaires Burkina-Faso

Novembre 2022



**Participation des femmes à la prise de décision au sein du ménage :** selon l'[EDS 2010](#) Le niveau de participation de la femme à la prise de décision varie selon le type de décision. Beaucoup de femmes participent à la prise de décision concernant la gestion de leurs revenus : plus de 9 femmes sur 10 décident seules de l'utilisation de leurs revenus personnels (87,6 %) ou conjointement avec leur conjoint/partenaire (5,1 %). Par ailleurs, plus de la moitié des femmes (52,3 %) participent aux décisions concernant la visite aux parents et à la famille. En revanche, très peu de femmes participent aux décisions portant sur leurs soins de santé et sur les achats importants du ménage, soit respectivement 23,7 % et 20 % des femmes. Le faible pouvoir économique de la femme pourrait expliquer son faible pouvoir de décision concernant ses soins de santé et les achats importants du ménage, étant donné que ces deux types de décision engendrent des dépenses [EDS 2010](#)

### CADRE JURIDIQUE ET LEGAL

**Les Instruments Juridiques :** Ci-dessous, les articles du Code pénal seront résumés pour mettre en évidence ce qui est criminalisé par la loi au Burkina Faso

CEDEF adoptée le 18 décembre 1979 et entrée en vigueur au BFA le 14 octobre 1987. PF-CEDEF adopté le 6 octobre 1999 et entré en vigueur le 22 décembre 2000 au BFA ([cadre juridique de protection des droits de l'homme au Burkina Faso, 2019](#))

loi n° 061-2015/CNT Portant prévention, répression et réparation des Violences à l'égard des femmes et des filles et prise En charge des victimes ([cadre juridique de protection des droits de l'homme au Burkina Faso, 2019](#)). Il est à noter que Cette loi est reprise dans la loi portant code pénal de 2018 qui est complète en ce qui concerne les sanctions concernant toutes les formes de violences basées sur le genre

**Politiques Nationales :** Depuis 1997, le gouvernement du Burkina Faso a mis en place un ministère de la promotion de la femme (MPF) qui a défini et

mis en œuvre des plans d'action de promotion de la femme. Il y eut le plan 1998-2000, le plan 2003-2007. [Politique Nationale](#)

En vue de faciliter la mise en œuvre des programmes, des mécanismes institutionnels ont été mis [Politique Nationale](#) en place :

- la commission nationale de lutte contre les discriminations faites à la femme (CONALDIS)
- l'observatoire des conditions de vie de la femme burkinabé qui est une structure scientifique autonome rattachée à l'Université de Ouagadougou ;
- le Centre d'Information de Formation et de Recherche Action sur la Femme (CIFRAF)
- Une politique nationale genre de 2009-2019
- Un stratégie nationale Genre en cours 2020-2024 assortie du premier plan d'action opérationnel

### BESOINS DE PROTECTION VBG

Dans cette section, les pourcentages d'incidents de VBG rapportés lors de plusieurs exercices de collecte de données sont donnés à titre d'exemples pour étayer le récit. **Il est important de souligner que le nombre d'incidents de VBG rapportés n'équivaut pas à la prévalence de la VBG, et ne doit pas être cité ou utilisé comme tel.** En l'absence de référence sûre, les acteurs humanitaires doivent s'abstenir d'entreprendre une évaluation des besoins en posant des questions spécifiques sur les incidents de VBG. La VBG n'est pas assez signalée, en partie parce que les femmes qui sont (perçues comme) des survivantes de la VBG, y compris du viol, sont confrontées à l'ostracisme, à la stigmatisation et, dans certains cas, à des représailles.

**Données avant la crise :** [EDSBF-MICS IV, 2010](#)

**Violence Physique :** Au Burkina Faso, une femme sur cinq (20 %) a déclaré avoir subi dans sa vie, à un moment quelconque depuis l'âge de 15 ans, des actes de violence physique. Les jeunes femmes ont également plus fréquemment déclaré que les autres avoir subi des actes de violence à un



# VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

## Revue des Données Secondaires Burkina-Faso

Novembre 2022



moment quelconque (21 % à 15-24 ans contre 18 % à 45-49 ans). Les résultats montrent aussi que les femmes qui ont été les plus fréquemment victimes de violence physique, au cours des 12 derniers mois, sont celles qui vivent en milieu urbain (12 % contre 9 % en milieu rural), en particulier à Ouagadougou (14 % contre 10 % dans les Autres Villes), celles qui ont un niveau secondaire ou plus (11 % contre 9 % quand elles n'ont aucun niveau d'instruction), celles qui ont travaillé et qui ont été payées en argent (11 % contre 8 % quand elles n'ont pas été payées en argent), et celles dont le ménage est classé dans le quintile le plus riche (12 % contre 8 % dans le quintile le plus pauvre)

**Violence Partenaire intime** : au Burkina Faso, 11 % des femmes ont déclaré avoir été confrontées, à un moment donné, à des actes de violence physique de la part de leur mari/partenaire ; dans 9 % des cas, ces actes se sont produits souvent ou parfois au cours des 12 derniers mois. En outre, 2 % ont subi des actes de violence sexuelle à un moment donné de leur vie et dans 9 % des cas, il s'est agi de violence émotionnelle. Environ une femme sur sept (15 %) a subi, à un moment donné, des actes de violence, que cette violence soit émotionnelle, physique et/ou sexuelle. Pour la période des 12 derniers mois, cette proportion est de 13 %. Dans 0,7 % des cas, les femmes ont subi les trois types de violence à un certain moment de leur vie.

**Santé de la Reproduction** : Depuis 1993, la proportion de femmes ayant reçu des soins prénatals par un prestataire formé a nettement augmenté, passant de 59 % à 73 % en 2003 et à 95 % en 2010.

- la proportion de femmes dont l'accouchement s'est déroulé en établissement de santé est passée de 38 % en 2003 à 66 % en 2010. Durant la même période, la proportion de femmes dont l'accouchement a été assisté par du personnel formé est passée de 42 % en 1993 à 57 % en 2003 pour atteindre 67 % à l'enquête actuelle en 2010.

- Dans l'ensemble, 72 % des femmes ont reçu des soins postnatals dans les 48 heures suivant la naissance, conformément aux recommandations. À l'opposé, dans 11 % des cas, l'examen a eu lieu assez tard, c'est-à-dire entre 3 et 41 jours.

**Mutilation Génitale Féminine** : L'excision reste une pratique encore très répandue au Burkina Faso. Cependant, les résultats montrent que cette pratique tendrait à diminuer. L'excision demeure un phénomène plus fréquent en milieu rural qu'en milieu urbain et c'est dans les régions du Centre-Est (90 %), du Centre-Nord (87 %), du Nord (88 %) et du Plateau Central (88 %) que les proportions de femmes excisées sont les plus élevées. Dans l'ensemble, la majorité des femmes et des hommes pensent que l'excision devrait disparaître.

**Le mariage d'enfant** : EMC 2015, la prévalence est de 23,1% chez les filles âgées de 15-19 ans ; 46,7% dans la région du Sahel, 42,4% dans la région de l'Est. Le mariage des enfants est une réalité au Burkina Faso et concerne plus les filles que les garçons. Grâce aux actions conjuguées de plusieurs acteurs dans une démarche participative et multisectorielle cette prévalence enregistre une baisse. En effet, selon le dernier RGPH, **avant 18 ans, environ 8,0% des filles sont mariées ou vivent en union libre contre moins de 1,2% chez les garçons.**

**Selon l'EDS 2010** près de 4 femmes sur 10 ont déclaré avoir subi une violence morale de la part du partenaire ou du conjoint au cours de la vie (contre moins d'un homme sur 10). Dans la région des Cascades plus de la moitié des femmes soit 53,0% ont été victimes de comportements ou attitudes qui portent atteinte à leur intégrité psychologique, suivi du Sud-Ouest (47,4%) et des Hauts-Bassins (47,4%).

Toujours selon cette même source, Selon l'EDS 2010, 30% des femmes ont été **victimes d'agressions sexuelles** dès l'âge de 13 ans ;

64% de celles de 15 à 49 ans ont subi des violences sexuelles à un moment quelconque de leur vie;

34% des femmes enceintes subissent diverses formes d'agression.



# VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

## Revue des Données Secondaires Burkina-Faso

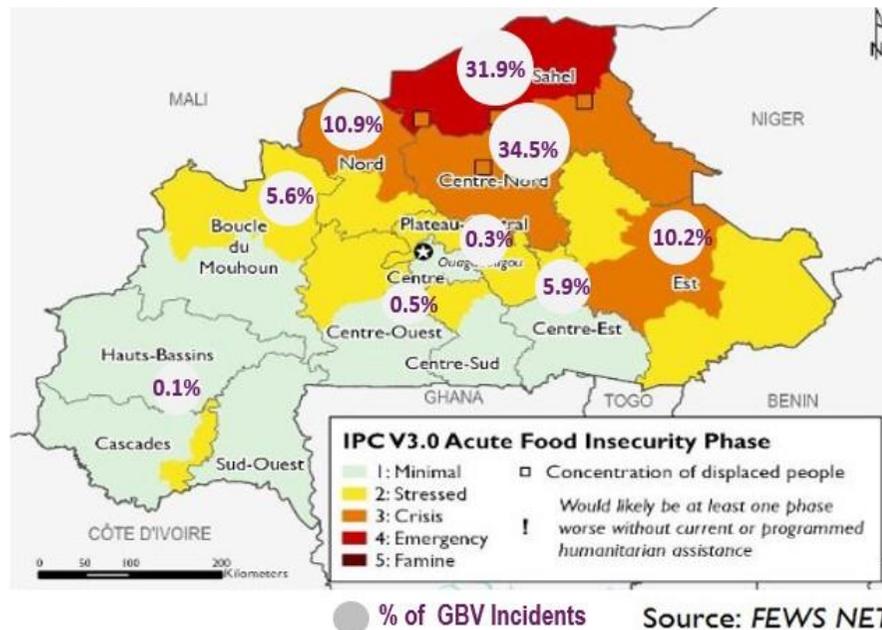
Novembre 2022



### BESOINS VBG INTER-CLUSTERS

La violence liée au sexe ne se produit pas en vase clos et n'est jamais un incident isolé. Les catastrophes, les conflits, les vulnérabilités antérieures à la crise, les conditions de vie difficiles et le manque de ressources sont autant de facteurs qui exacerbent la manifestation de la violence liée au sexe et les mécanismes d'adaptation négatifs qui y sont associés. La réduction de la disponibilité et de l'accessibilité des services de base (sources de revenus, services de santé, nourriture, marchés, etc.) en raison du conflit et des déplacements accroît la vulnérabilité des femmes et des filles.

**Sécurité Alimentaire:** un total de 2,9 millions personnes, soit 13% de la population totale du pays, seraient en situation d'insécurité alimentaire aigüe, dont 2,5 millions en phase crise (phase 3) et 344 370 personnes en phase d'urgence (phase 4) (HNO 2022). Les populations affectées par l'insécurité



FEWS NET classification is IPC-compatible. IPC-compatible analysis follows key IPC protocols but does not necessarily reflect the consensus of national food security partners.

alimentaire sont localisées principalement dans les zones affectées par les conflits (Fews Net) et les mouvements de population (les régions du Centre-Nord, du Sahel, du Nord, du Centre-Est, boucle du Mouhoun et de l'Est et plus récemment des Cascades, des Hauts-Bassins et du Sud-Ouest). Les facteurs principaux aggravants l'insécurité alimentaire sont la dégradation de la situation sécuritaire, le déplacement des populations, les perturbations du fonctionnement des marchés, la réduction des opportunités de moyens d'existence et les chocs climatiques.

### Analyse Cas de VBG rapportés et IPC 2022 Burkina Faso (Analyse VBG 2022)

La malnutrition et la dégradation de la situation en insécurité alimentaire Plusieurs études ont rapporté un lien direct entre l'indice d'augmentation du niveau d'insécurité alimentaire et celui lié aux risques des violences basées sur le genre. même s'ils ne sont pas rapportés systématiquement, les cas de VBG tendent à augmenter en particulier au sein des ménages et prennent la forme de violences conjugales, physiques, sexuelles, déni de ressources voire dans certains cas de mariages précoces comme mécanisme d'adaptation. GBV Risks, Food Insecurity, and the Integrated Food Security Classification

**Protection:** (HNO 2022). Avec le contexte de précarité généralisée au Burkina Faso, les personnes déplacées y compris les femmes, les enfants, les personnes âgées, les personnes vivant avec handicap et les populations hôtes vulnérables sont exposées aux abus, exploitations et violations de leurs droits. Tout ceci s'accompagne d'un contexte de tension sociale autour de l'accès au foncier rural et urbain, tension au cœur de laquelle se trouve l'accès à la terre (agriculture, élevage et habitat) pour les personnes déplacées. Les personnes dans le besoin sont essentiellement les survivants de violences basées sur le genre, les enfants victimes de violences et des violations graves de leurs droits, les enfants non accompagnés, les enfants associés aux forces et groupes armés (les adolescents de 14 à 17 ans), les survivants des EEI, REG et mines, les filles, les femmes y compris les femmes seules chefs de ménage, les personnes vivant avec handicap, les hommes et les femmes économiquement actifs.

# VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

## Revue des Données Secondaires Burkina-Faso

Novembre 2022



**Santé Mentale** : Avec la persistance de l'insécurité et la recrudescence des attaques contre les civils, les besoins de soutien psychosocial des populations vivant dans les régions impactées par la crise sont en constante croissance. Au-delà des troubles de stress aigu et post-traumatiques qui peuvent apparaître à la suite d'un événement violent extrême, beaucoup de personnes souffrent d'une détresse psychologique qui s'alimente avant tout de la peur d'une attaque mais également de la perte des biens et cheptels, l'absence d'activité et de revenus, de problèmes de santé et de l'insuffisance alimentaire. Ainsi, selon les résultats de la [MSNA 2021](#) menée sur les 13 régions du Burkina Faso, près d'un quart des ménages non déplacés (24%) et plus de la moitié des ménages déplacés (55%) rapportent qu'au moins un membre de leur ménage présente un ou plusieurs signes de détresse psychologique depuis le début de la crise. Les insomnies et les cauchemars sont les signes de détresse psychologique ayant été le plus rapporté par les ménages PDI dans les régions 49% des ménages. Plus d'un tiers d'entre-eux ont aussi évoqué la tristesse et la peur. 84% des ménages non déplacés et 88% des ménages PDI, parmi les ménages dont au moins un membre du ménage montre des signes de détresse psychologique ont déclaré que les femmes sont le groupe le plus concerné par des difficultés psychologiques. [MSNA 2021](#)

**Shelter**: [MSNA 2021](#) Seulement 355 845 personnes ont accès à un logement adéquat, constituant environ 25 % de la population déplacée. Les populations affectées optent pour une installation dans des sites informels avec une tendance de relocalisation prononcée vers des centres urbains, notamment afin d'avoir un meilleur accès aux services sociaux et à l'assistance humanitaire. Les femmes cheffes de ménage et les enfants voient également leur niveau de vulnérabilité s'accroître en raison du faible accès à des abris adéquats. Ce groupe de femmes est exposé à d'extrêmes questions de protection surtout qu'elles sont contraintes à reprendre des mouvements pendulaires pour garantir une sécurité physique et un accès à une subsistance de survie minimale. ([HNO 2022](#)).

**Wash**: [MSNA 2021](#) Le nombre de personnes dans le besoin humanitaire WASH est passé à 2,5 millions personnes. En 2022, avec l'élargissement à l'ensemble du pays (13 régions) le nombre passe à 3 471 504 personnes

dans le besoin humanitaire WASH ce qui correspond à une augmentation de 36% par rapport à 2021. L'insuffisance d'accès aux infrastructures d'eau et d'assainissement engendre une exposition accrue aux risques de protection. Il est estimé que 58% des PDI sont des femmes, et 61.02% sont des enfants. L'éloignement des points d'eau pose un risque de VBG pour les femmes, filles et enfants qui doivent parcourir des longues distances et/ou passer des heures hors de la maison pour la corvée d'eau. Les résultats de l'enquête MSNA de REACH montrent que la crainte de subir des violences sexuelles augmente proportionnellement au temps passé pour aller chercher l'eau. Aussi les files d'attente interminables engendrent des tensions entre les usagers et risques de conflit entre population hôtes et déplacées. Selon les données de REACH, 10% des populations estiment que le lieu du point d'eau ou la route pour s'y rendre est difficile d'accès et/ou rapportent des tensions ou conflits ou discriminations entre usagers autour du point d'eau.

### GAPS/DEFIS EN INFORMATIONS

- Données limitées sur les évaluations (qualitative et quantitative) spécifiques VBG
- Informations limitées sur l'intégration de la VBG au niveau de l'inter-secteur
- Les données sur la VBG utilisées sont des cas rapportés par plusieurs mécanismes de collecte de données.
- Les outils de collecte de données sur les cas de VBG déclarés ne sont pas harmonisés
- Bien que les outils GBVIMS notamment le formulaire d'admission initiale ainsi que le formulaire de consentement éclairé soient utilisés par un nombre très limité des acteurs VBG dans l'AoR VBG; le déploiement complet du GBVIMS connaît des restrictions
- Informations limitées sur la violence sexuelle contre les hommes et les garçons
- Bien qu'existant, le protocole de partage des informations sur les cas de VBG déclarés n'est pas opérationnel



# VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

Revue des Données Secondaires Burkina-Faso

Novembre 2022



## LIMITES

Le présent SDR a été rédigé dans un court laps de temps, il est toujours possible que toutes les informations disponibles n'aient pas été trouvées ou incluses. Aussi suite à la faible disponibilité de la documentation sur la thématique des VBG, nous avons exploité certains anciens rapports d'évaluation (2019-2021). Les pourcentages et les chiffres cités à partir des évaluations peuvent ne pas être représentatifs pour l'ensemble du Burkina Faso, car les évaluations n'ont pas été menées à une échelle suffisamment grande.

